

LA LETTRE D'A.R.G.O.S.

Convention des Gaullistes Sociaux

pour la Ve République

Mars-Avril 2008 : n° 52

Editorial

Tout à déjà été dit sur les épreuves que viennent de subir le chef de l'Etat et sa majorité, sur fond de difficultés économiques et financières dont la gravité reste évidente, et d'un malaise social persistant. Les gaullistes sociaux que nous sommes viendraient-ils donc trop tard, pour reprendre la formule classique, s'ils tentent, à leur tour, d'exprimer leur opinion sur la situation actuelle du pays ? Nous ne le croyons pas.

En tout cas, il n'est pas trop tard pour rappeler la signification de notre engagement. La majorité d'entre nous a choisi, il y a dix mois, d'appuyer la candidature de M. Sarkozy à l'échelon présidentielle. Nous l'avons fait, parce qu'il était le seul candidat à se réclamer sans ambiguïté de la Ve République et de l'héritage gaulliste, même s'il n'en avait pas la même conception que plusieurs d'entre nous ; nous l'avons fait, parce qu'après l'assoupissement des septennats précédents, il manifestait clairement une volonté de mouvement et de réforme sur le plan national et une ambition sur le plan international qui nous paraissaient prometteuses pour la France. Tout en regrettant certaines dérives et quelques erreurs que les élections municipales et cantonales ont durement sanctionnées, nous ne remettons pas en cause ce choix.

Dès lors, que souhaitons-nous pour le pays, à un moment où la politique gouvernementale pourrait connaître un nouveau cours ?

Nous voudrions, d'abord, que la politique d'«ouverture» se poursuive, quitte à ce qu'elle emprun-

te des formes différentes. Devant l'immensité des tâches qui attendent le pouvoir, il faudrait, en effet, que le plus grand nombre possible de nos concitoyens «des deux rives» se rassemblent avec sincérité et sérieux, afin de faire avancer la nation non pas seulement à la suite de quelques personnalités mais autour de projets précis, construits dans le dialogue et l'équité. L'arrivée aux affaires de générations nouvelles devrait permettre de dépasser les sectarismes dont, en tant que gaullistes de progrès, nous avons, plus que tous autres, souffert dans le passé.

Nous voudrions, en outre, qu'une pédagogie mieux ciblée conduise l'opinion à la fois à mieux comprendre ce qu'ont déjà eu de positif les réformes intervenues et à réfléchir, dans la transparence, sur les voies et moyens dont les pouvoirs publics auront la faculté d'user pour poursuivre l'œuvre entreprise, dans une conjoncture qui risque de ne pas s'améliorer.

Nous voudrions, enfin, que les axes fondamentaux de notre République soient confortés, non par une manifestation hors de raison mais par une modernisation raisonnée : nous pensons, bien entendu, aux institutions, à la politique internationale et de défense et à cette participation qui tarde tant à se concrétiser.

Nous n'avons jamais été inconditionnels de quiconque, même pas du général de Gaulle qui, d'ailleurs, n'appréciait pas les courtisans. C'est en hommes libres que nous formons ces vœux pour la nation.

La France continue.

Jean CHARBONNEL
Ancien ministre

Après l'épreuve

“ *La France, c'est tous les Français.* ”

Ce n'est pas la gauche, la France.

Ce n'est pas la droite, la France. ”

Charles de Gaulle
16 décembre 1965



Cette entreprise, si on l'appelle «Gaullisme» depuis 1940, n'est que la forme contemporaine de l'élan de notre pays.

Général de Gaulle, conférence de presse du 9 septembre 1968

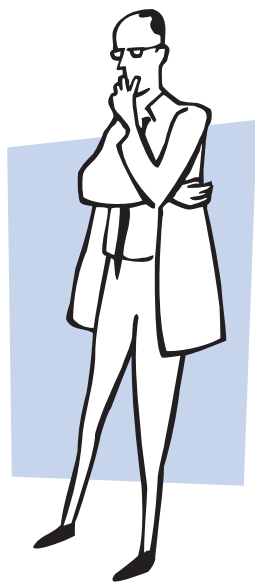


NOTRE MEMOIRE

Notre mémoire

Lors de l'enquête qu'il avait entreprise dans les années 60 sur les principaux acteurs de la France Libre, Roger Stéphane recueillit en direct le témoignage – déjà célèbre – de René Cassin sur son premier contact avec le général de Gaulle à Londres. Ainsi était né, entre l'officier haanté par la patrie blessée et le vieux juriste républicain un des thèmes fondateurs de ce qui allait devenir la mystique gaulienne : « La France Libre, c'était la France ».

« Arrivé à Londres le 28 juin 1940, René Cassin se présente chez le général de Gaulle qui l'accueille par un « vous tombez à pic » et qui lui expose la situation de ce qui n'est même pas encore la France Libre : aucun homme politique ne s'est rallié à lui, aucun militaire malgré ses télégrammes aux généraux Mittelhauser et Noguès ; aucun diplomate. De Gaulle était seul. Quand Churchill lui dit, le jour même de l'arrivée de Cassin : « Voilà dix jours que ça dure, vous êtes toujours seul. Alors je vais vous reconnaître



tout seul, dans la mesure où je le peux ». Exposée cette donnée, le général de Gaulle reprend donc son propos à Cassin : « Vous tombez à pic, parce que maintenant que Churchill m'a reconnu, vous pourrez m'aider à faire une charte qui sera à la fois la charte des forces françaises et une charte inter-alliée ». Cassin est disposé à se mettre immédiatement au travail mais auparavant, il désire entendre de la bouche du général de Gaulle une précision fondamentale : « Nous ne sommes pas une légion étrangère dans l'armée française, nous sommes l'armée française.

– Nous sommes la France ».

Cassin m'a raconté avoir immédiatement ou à l'esprit l'idée d'un nazi ou d'un vichyste suivant la scène par le trou de la serrure, entendant ce petit professeur civil dire : « Nous sommes l'armée française » et le long général de brigade à titre provisoire déclarer : « Nous sommes la France ». Le nazi ou le vichyste auraient pensé que ces deux hommes étaient bons pour le cabanon. Quatre ans plus tard, jour pour jour, la réalité avait ratifié la folie ».

Roger Stéphane
Tout est bien

Paris, Quai Voltaire, 1989 - p. 430

ENTRE LES LIGNES

Entre les lignes

A lire : **Gaetano Quagliariello**

La religion gaulliste - Paris, Perrin, 2007.

Nous avons trouvé un réel intérêt au livre de M. Quagliariello. D'abord, parce qu'il s'agit d'un regard italien, ce qui est rare, sur le général de Gaulle et le gaullisme. D'autant qu'aux analyses personnelles que l'auteur – universitaire reconnu, aujourd'hui sénateur de Rome – a ainsi effectuées sur ce grand sujet s'ajoute le rappel des jugements émis entre 1945 et 1969 par les diplomates italiens en poste en France, dont il a eu connaissance. Cet éclair-

rage, que M. Quagliariello avait déjà esquissé dans une communication présentée en 1997 à un colloque sur le RPF, est évidemment précieux parce qu'il témoigne de la curiosité, pas toujours bienveillante, de nos voisins à l'égard de l'entreprise du Général : en tout cas, la lucidité et la finesse n'ont cessé d'être au rendez-vous de ces appréciations, ce qui ne saurait étonner chez les représentants d'un pays qui a inventé la diplomatie !

Ensuite, parce que cet ouvrage de 600 pages, dont près d'une centaine de notes et de références,

représente un travail de qualité, en dépit de quelques confusions de noms et scories d'impression qu'un éditeur plus attentif aurait pu éviter... Mais, si l'on va à l'essentiel, l'ambition de l'auteur apparaît clairement : elle était de retrouver, pendant les 30 ans de la vie publique du général de Gaulle, les origines et les formes du charisme extraordinaire que l'homme du 18 juin a exercé sur le peuple français, et sur quelques autres aussi. Le chercheur italien y est-il parvenu ?

Oui, dans la mesure où il nous présente nombre de réflexions pertinentes sur la naissance du mythe gaullien, sur sa «liturgie», sur ses actes fondateurs lors des grandes crises nationales, mais aussi sur ses limites, ses difficultés, ses échecs. Dans cette longue histoire narrée avec précision et parfois minutie, certains aspects et plusieurs moments du gaullisme ont été scrutés avec un soin particulier : il en est ainsi des relations toujours tendues du Général avec les partis politiques, même ceux qui le soutenaient ; de ses rapports, compliqués, avec Pierre Mendès France ; de l'aventure, trop méconnue et pourtant significative, des Républicains sociaux ; de l'accouchement des institutions de la Ve République, du discours de Bayeux au référendum de 1962 ; et, bien entendu, des épisodes majeurs du retour au pouvoir de 1958 et du mouvement étudiant et ouvrier de 1968. Sans oublier le sens profond de «la gestion du silence» pendant la traversée du désert, auquel De Gaulle s'était astreint.

On regrettera, toutefois, quelques interprétations qui nous semblent erronées, peut-être en raison de la complexité et du caractère paradoxal des faits. Ainsi, si le chef du gouvernement provisoire de 1945, si désireux pourtant d'associer la famille socialiste à son pouvoir, ne s'est pas «engouffré dans la brèche ouverte» par la forte personnalité de Pierre Brossolette, ce n'est pas faute d'une «vraie stratégie gaulliste» à l'égard de la SFIO reconstituée, mais parce que les considérations partisans l'avaient à nouveau emporté, après la fin de la guerre, chez Léon Blum et André Philip. Il n'est pas sûr, non plus, que Gaetano Quagliariello ait totalement perçu la portée de la politique extérieure conduite par le général de Gaulle, qui ne fut pas seulement une course hautaine vers la «grandeur» perdue. Et surtout, nous ne pensons pas que la source vive du charisme gaullien – mot que nous préférons à celui de «religion» – apparaisse complètement dans ces analyses : c'est-à-dire cet alliage inouï, au cœur des crises françaises du XXe siècle, entre une légitimité fondée sur l'Histoire et la quête inlassable du rassemblement d'hommes dispersés et souvent dressés les uns contre les autres par la défaite puis par le régime des partis.

Il est vrai qu'une telle alchimie n'était pas forcément évidente au cœur d'une vision sympathique mais naturellement distanciée des réalités de la France ■

CHRONIQUES

Chroniques



Fallait-il soumettre à référendum le Traité de Lisbonne qui a été négocié et signé par les 27 pays membres de l'Union européenne ?

Le principal argument pour un nouveau référendum tenait à l'exigence d'un parallélisme des formes. Le Traité constitutionnel ayant été soumis au vote des Français, celui de Lisbonne devait l'être aussi. La similarité des deux textes justifierait une nouvelle consultation. A l'inverse, le président de la République a rappelé qu'en recourant à la voie parlementaire, il utilisait une procédure prévue par notre Constitution et mettait en œuvre un engagement de campagne.

Bien sûr, l'élection présidentielle ne vaut pas référendum. Pour autant, nul ne peut dénier au nouveau président le droit de procéder diffé-

remment en fonction des dispositions constitutionnelles. N'ayant rien caché de ses intentions aux Français qui l'ont élu aussi nettement qu'ils avaient voté «non» en 2005, le nouveau chef de l'Etat avait toute légitimité pour renégocier un traité avec ses homologues européens.

Résultat d'une ultime entente à 27, cet accord reprend, bien sûr, nombre de dispositions institutionnelles contenues dans le précédent. Mais que pouvait-on attendre d'un traité de compromis ? Face aux refus français et néerlandais, dix-huit autres pays avaient ratifié le Traité établissant une constitution pour l'Europe, les autres s'étant finalement abstenus. Cependant, quoi que déclare crânement Valéry Giscard d'Estaing, les deux «traités» sont différents. Le texte de Lisbonne procède au déclassement d'un traité fondateur et préten-



dument constitutionnel au rang de simple traité modificatif. Ce n'est pas un mince symbole. Il met fin à l'aventure constitutionnelle européenne.

A défaut de parallélisme des formes, la démocratie n'en ressort pas malmenée. D'un point de vue plus politique, était-il d'ailleurs bien nécessaire de céder en son nom à un tel formalisme ?

Car, à quoi aboutit la succession de consultations ? En 1946, quand les Français furent consultés sur la Constitution de la IV^e République, ils le furent deux fois dans la même année et sur deux textes assez proches. Après avoir voté «non» en mai, ils finirent par voter «oui» en octobre. Aujourd'hui, pas plus qu'hier, la démocratie ne se trouverait grandie d'arracher de guerre lasse un vote aux Français.

Qu'un référendum ait été organisé, qu'en serait-il ? Un deuxième «non» qui mettrait cette fois la France en demeure de s'exclure du jeu européen ? Un «oui» de contrainte qui laisserait croire aux fédéralistes que l'Europe peut renouer avec le constitutionnalisme européen ?

En réalité, le «non» de 2005 y perdrait toute sa force, son caractère décisif, son sens définitif. Car un nouveau vote aurait provoqué la confusion là où est la clarté.

Parce qu'il a fait entendre de façon univoque la décision d'un peuple, le scrutin de 2005 met un terme à l'expérimentation d'une certaine construction européenne commencée en 1992 avec le Traité de Maastricht et à propos duquel les Français s'étaient déjà divisés. Pour les plus européistes, le «non» a été un grand briseur de rêves mais, pour tous les réalistes, le «non» a surtout pris en compte la nouvelle géographie de l'Europe et dévoilé un nouvel équilibre entre les puissances européennes. En définitive, il a sensiblement restreint le champ des possibles pour la construction européenne à venir. Lisbonne est pour l'Europe un premier havre enfin gagné.

Dans cette perspective, la décision de Nicolas Sarkozy de ne pas procéder à un nouveau référendum ne peut pas être rejetée ni méprisée. Elle a eu le grand mérite de ne pas remettre en jeu le «non» français, d'en prendre acte et de lui conserver toute sa valeur, supérieure. Elle fait de la France le pays qui a fermé un chapitre de la construction européenne et le met dans les meilleures dispositions pour en écrire un autre. Dès lors, le Traité de Lisbonne, aussi insatisfaisant soit-il dans la forme comme dans le fond, enregistre bien la fin d'une époque et c'est heureux. L'impact du «non» peut encore sembler limité à ses promoteurs mais, en réalité, il oblige et commence tout juste à produire ses effets.

En faisant ratifier le traité par la voie parlementaire, le chef de l'Etat a donc assuré la place que la France vient de reprendre au cœur de l'Europe, sans pour autant affaiblir le crédit du «non» exprimé par les Français en 2005.

Jérôme BALOGUE

DIALOGUES

Dialogues

1 *Comment avez-vous accueilli l'appel «pour une vigilance républicaine» lancé le 14 février dernier ?*

La Lettre d'Argos : Avec une certaine surprise. Celle-ci demeure.

Nous rappellerons d'abord le caractère outrancier de ce texte, faisant écho aux vieux

fantasmes longtemps entretenus sur le «pouvoir personnel» du général de Gaulle. Peut-on sérieusement en douter ? Ni les libertés publiques, ni le principe de laïcité, ni l'indépendance de la presse ne sont aujourd'hui menacés dans notre pays.

Nous pouvons aussi noter le caractère baroque de ce rassemblement de circonstance, manifestement inspiré par la démagogie, voire la haine.

Comment, en effet, est-il possible de réunir des bonapartistes comme M. de Villepin et des démocrates de gauche comme MM. Delanoë ou Mamère ; des souverainistes déclarés comme M. Dupont-Aignan et des fédéralistes européens comme M. Bayrou et son état-major ; des partisans sincères des institutions de la Ve République comme M. Chevènement et des tenants acharnés d'un retour au parlementarisme absolu comme M. Montebourg ?

On aurait souhaité que les signataires de ce «manifeste» prennent conscience de leurs responsabilités. Ce n'est pas sûr. A moins que le silence qui a suivi ce faux coup d'éclat ne soit déjà une réponse.

2 *Quelles leçons tirez-vous des élections municipales et cantonales qui viennent de se tenir ?*

La Lettre d'Argos : Nous ne serons pas originaux en en tirant trois.

C'est, d'abord, que la victoire, incontestable, du parti socialiste comporte pour lui deux risques importants : c'est qu'elle attise la querelle recommençante des «chefs» pour le contrôle du parti et, au delà, pour les perspectives présidentielles de 2012 ; c'est qu'elle renvoie le socialisme français à ce «socialisme municipal» qui a longtemps été son principal horizon, ce qui a favorisé la montée d'une démagogie extrémiste et coupé le gros des troupes de toute grande ambition pour les villes et donc pour le pays.

C'est, ensuite, que la stratégie du Modem a totalement échoué, non seulement en raison de la défaite de M. Bayrou à Pau mais surtout de son opacité qui, comme nous l'avions prévu, a brouillé tout message national. Comment, en effet, expliquer à l'opinion publique que l'on pouvait soutenir tantôt un camp et tantôt l'autre, tout en poursuivant l'objectif d'un «centre» mythique, sans structure ni projet ?

Quant à la majorité sortante, elle a évidemment subi quelques rudes coups. Elle a aussi payé, dans certains cas, le choix de candidats manifestement insuffisants, héritiers des combinaisons erratiques des précédents septennats. Dans d'autres cas, son échec a été le fruit de l'usure du pouvoir ou de rivalités fratricides sans véritable enjeu politique. Parfois aussi, des «jeunes pousses» se sont révélées, qui laissent bien augurer de l'avenir : l'essentiel n'est-il pas que le meilleur de l'héritage de la Ve République puisse être transmis aux générations futures ?

3 *La politique africaine de la France que M. Sarkozy a cherché à définir dans son discours du Cap vous paraît-elle correspondre aux vœux que vous aviez formulés dans ces colonnes ?*

La Lettre d'Argos : Nous le pensons, pour deux raisons.

En premier lieu, parce qu'il était bon que le président de la République précisât sa pensée sur les relations franco-africaines, à la fois en attestant de leur caractère toujours fondamental et en redressant quelques fausses interprétations de son discours de Dakar. Il était en outre important qu'il le fasse dans la capitale de l'Union sud-africaine, en raison de la place considérable que celle-ci occupe maintenant dans le monde et de tous les symboles qui y sont désormais attachés. Ajoutons que la France a ainsi prouvé que l'intérêt majeur qu'elle continue à porter aux pays francophones n'est nullement exclusif des coopérations qu'elle peut entretenir avec d'autres.

Mais nous noterons aussi que M. Sarkozy a réaffirmé, comme nous le souhaitons, que le réaménagement de la politique française vis-à-vis de ses partenaires traditionnels ne provenait en rien d'une volonté de les abandonner aux nombreux problèmes et, parfois, aux drames dont ils ont hérité et qu'ils doivent affronter dans le présent. En particulier, le redéploiement de nos troupes, souvent sous mandat international, et la réécriture des accords de défense existants ne signifient pas du tout la fin d'une présence française, dans la mesure, bien entendu, où elle peut être utile aux Etats qui désirent en bénéficier.

Les jeunes Africains, souvent angoissés en raison des situations postcoloniales ou devant les sympathies un peu trop intéressées dont ils font l'objet de la part des nouveaux maîtres du monde, devraient trouver dans cette prise de conscience de la France de sérieux motifs d'espérer.



4 *Que pensez-vous des relations de l'Allemagne et de la France ?*

La Lettre d'Argos : Il nous semble qu'elles se sont sensiblement durcies depuis quelques mois.

Est-ce le fait des difficultés que rencontre Mme Merkel pour maîtriser une «grande coalition» dont l'aile socialiste est de plus en plus attirée par les sirènes de la gauche de M. Lafontaine, et pour faire face à des revendications sociales de plus en plus vigoureuses. Est-ce parce que les incontestables succès économiques et financiers remportés par l'Allemagne donnent à ses dirigeants une autorité, sinon une arrogance, nouvelle ? Est-ce parce que le retour d'une diplomatie française plus active, depuis l'affaire des infirmières bulgares jusqu'au projet d'Union méditerranéenne en passant par la mise en cause de la toute-puissance de la Banque européenne, inspire

aux Allemands des sentiments d'aigreur, voire de jalousie ? Toujours est-il que les faits sont là : la complicité de MM. Schroeder et Chirac appartient au passé ; la tension est réelle au sein du «couple» qui devait être exemplaire de la réconciliation européenne.

Que faire dans ces conditions ?

Nous pensons que la meilleure politique de la France serait de maintenir, sans provocation, ses positions, parce qu'elles sont raisonnables en soi et admises par la plupart de nos partenaires : en particulier, le compromis franco-allemand sur l'Union pour la Méditerranée nous paraît, sans bénéfice d'inventaire, acceptable. Mais il faut aussi que le gouvernement de la République fédérale, quels que soient ses atouts actuels, renonce clairement aux rêves d'une nouvelle hégémonie. La «chancelière de fer» doit en prendre conscience : Bismarck, c'est fini ! ■



Tous nos lecteurs pourront prolonger ce dialogue ci-après en nous joignant sur notre site : <http://gaullismesocial.free.fr>

A nos amis, à nos lecteurs **RAPPEL**

Pour mieux rassembler nos moyens, hélas limités, nous avons décidé, par assemblées générales du 11 janvier, de fusionner les objectifs sociaux de la Convention Ve République pour un gaullisme de progrès et de l'Association pour le renouveau du gaullisme. L'organisme qui les réunira s'appellera **Convention des gaullistes sociaux pour la Ve République** : c'est à lui que devront être adressés désormais le courrier et les abonnements.

Directeur de la publication :
Jean CHARBONNEL

Abonnement :
Chèques à l'ordre de la Convention des gaullistes sociaux
5 numéros par an : 30 €
Abonnement de soutien : à partir de 76 €

Rédaction :
14, rue Dupont des Loges - 75007 PARIS

Imprimerie :
CHAISTRUSSE s.a.
19105 BRIVE
Dépôt légal : Mars-Avril 2008, n° 6762